

La productivité : tendances et enjeux des années quatre-vingts

Andrew Sharpe

Volume 64, numéro 4, décembre 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/601471ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/601471ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Sharpe, A. (1988). La productivité : tendances et enjeux des années quatre-vingts. *L'Actualité économique*, 64(4), 584-600.
<https://doi.org/10.7202/601471ar>

L'Actualité Économique. Revue d'analyse économique, vol. 64, n° 4, décembre 1988

*La productivité : tendances et enjeux
des années quatre-vingts*

Andrew SHARPE

*Centre canadien du marché du travail et de la productivité**

* Chef de la recherche

Dans cette présentation, j'aimerais donner un aperçu des principales tendances de la productivité au Canada dans les années 1980. J'aimerais également examiner ce qui constitue selon moi certaines des questions les plus importantes en matière de productivité. La discussion des tendances de la productivité s'articule autour de six faits stylisés qui méritent qu'on s'y attarde. Le chapitre portant sur les questions de productivité s'organisera autour de huit thèmes spécifiques.

Avant d'entrer dans les détails, je vais brièvement exposer les faits que je voudrais établir. Les six points clés concernant les tendances de la productivité sont les suivants : a) la croissance globale de la productivité dans les années 1980 au Canada est légèrement meilleure que celle que l'on avait observée dans les années 1970, bien qu'elle soit inférieure aux attentes qu'aurait pu susciter le grand nombre d'influences positives ayant agi sur la productivité ; b) cette amélioration du comportement de la productivité s'explique par une accélération de la croissance de la productivité dans le secteur producteur de biens, la croissance de la productivité ayant été constante dans le secteur producteur de services ; c) tant à l'intérieur du secteur des biens que de celui des services, les taux aussi bien que les niveaux de croissance de la productivité varient fortement d'une industrie à l'autre ; d) le comportement à court terme de la productivité dans l'économie canadienne tout au long des années 1980 a été un reflet fidèle de l'évolution cyclique ; e) la croissance globale de la productivité du travail au Canada a été inférieure à celle de la plupart des grands pays de l'OCDE dans les années 1970 et 1980 ; et f) le niveau global de productivité au Canada reste le deuxième en importance parmi les principaux pays de l'OCDE.

J'ai l'intention de traiter ensuite trois ensembles de questions de productivité portant sur huit points spécifiques. Ces trois ensembles de questions sont les suivants : a) le lien entre la productivité, le revenu réel et l'emploi ; b) les questions de mesure de productivité ; et c) les politiques favorisant une amélioration de la productivité. Sous le premier thème, je discuterai du rôle clé de la productivité dans la détermination des tendances du revenu réel, et de l'absence à long terme d'un choix entre la productivité, d'une part, et la croissance de l'emploi, d'autre part.

Pour ce qui est des questions de mesure, je discuterai de quatre thèmes. En premier lieu, la productivité de la main-d'oeuvre rend compte des influences d'une foule de facteurs, tels que l'accumulation de capital et le changement technologique, et non pas simplement des efforts de la main-d'oeuvre. En deuxième lieu, la mesure de productivité totale ou multifactorielle constitue un cadre plus approprié à l'étude des tendances de la productivité que la seule productivité du travail. En troisième lieu, les problèmes de mesure de la production dans certaines industries des services faussent les évaluations de la productivité dans ces industries, vraisemblablement vers le bas. En dernier lieu, les analystes de la productivité doivent toujours porter une attention soutenue au cycle économique lorsqu'ils analysent des tendances de productivité.

Enfin, bien que j'aie beaucoup de choses à dire à propos des politiques appropriées en vue de favoriser la croissance de la productivité, je limiterai mes remarques à deux points. Premièrement, la meilleure stratégie globale en vue d'assurer une forte croissance de la productivité est d'avoir une économie à forte croissance et à bas taux de chômage. Deuxièmement, une meilleure coopération entre les syndicats et les entreprises constitue un élément essentiel à l'amélioration de la productivité du Canada.

1. TENDANCES DE LA PRODUCTIVITÉ

1.1 *La croissance de la productivité globale dans les années 1980 a légèrement repris, mais moins que l'on pouvait l'espérer*

La croissance de la productivité globale a légèrement repris dans les années 1980 en comparaison de son mauvais comportement des années 1970. La croissance de la production horaire du secteur des entreprises constitue la mesure globale la plus appropriée de la productivité du travail, du fait qu'elle élimine le secteur extérieur aux entreprises, où la production est difficile à mesurer, et du fait qu'elle tient compte des modifications de la semaine de travail. Cette mesure de la productivité a progressé à un rythme annuel moyen de 1,8% de 1981 à 1987, en comparaison d'un taux de 1,4% de 1973 à 1981 (voir le tableau 1). Par contre, la croissance de la productivité dans les années 1980 est toujours de beaucoup inférieure à celle de la période précédant 1973 (3,9% de 1960 à 1973).

TABLEAU 1
TENDANCES DE LA CROISSANCE GLOBALE DE LA PRODUCTIVITÉ
DU TRAVAIL AU CANADA
(TAUX ANNUEL MOYEN OU ANNUEL DE VARIATION)

	PIB par personne occupée	PIB par heure - personne	production du secteur des entreprises par personne occupée	production du secteur des entreprises par heure-personne
1980	-1,5	0,2	-0,2	0,5
1981	0,9	2,3	1,2	2,1
1982	0,1	0,8	-1,6	0,1
1983	2,3	1,9	3,5	4,0
1984	3,7	3,6	4,2	3,4
1985	1,7	1,0	0,8	0,3
1986	0,3	0,3	1,6	1,8
1987	1,2	1,7	2,3	1,6
1960-73	2,4	—	3,1	3,9
1973-81	0,9	—	0,7	1,4
1981-87	1,6	1,5	1,8	1,8

SOURCE: Pour les estimations relatives au secteur des entreprises, *Mesures globales de productivité*, cat. 15-204, Statistique Canada; pour les estimations du PIB, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, cat. 13-001; et *La population active*, cat. 71-001.

La tendance de la plupart des facteurs influant sur la productivité permet de conclure à une croissance plus forte de la productivité dans les années 1980 en comparaison des années 1970. En fait, on aurait pu s'attendre à une reprise beaucoup plus importante que celle qui s'est effectivement produite. Les entreprises sont devenues plus conscientes de l'importance de l'amélioration de la productivité pour leur survie après avoir fait l'expérience de la récession de 1981-1982, et subi une plus forte concurrence des marchés mondiaux. Actuellement, les sociétés hésitent beaucoup plus à embaucher avant la demande comme dans les années 1970, les espérances de croissance ayant été révisées à la baisse. La diffusion rapide des technologies informatiques telles que la robotique a donné une impulsion à la croissance de la productivité, particulièrement dans l'industrie manufacturière. La stabilité ou la chute des prix de l'énergie se sont traduites par une baisse du recours à la main-d'oeuvre en remplacement de l'énergie ou de biens de production à forte consommation d'énergie par rapport aux années 1970. Le vieillissement de la main-d'oeuvre signifie également que les travailleurs ont en moyenne davantage d'expérience, donc sont plus productifs.

À ces facteurs viennent s'ajouter deux autres influences positives sur la croissance de la productivité dans les années 1980, soit une baisse des taux d'inflation, qui pourrait réduire la mauvaise affectation des ressources ayant pour cause une augmentation de la variabilité relative des prix qui a accompagné les forts taux d'inflation, et une baisse du prix des ressources ayant pour effet la fermeture d'activités marginales peu productives. Étant donné le nombre si élevé d'influences en faveur d'une croissance plus grande de la productivité, l'augmentation enregistrée, qui est inférieure à un point de pourcentage pourrait paraître paradoxale.

Bien entendu, d'autres facteurs ont contribué à réduire la croissance globale de la productivité dans les années 1980. L'une de ces influences a été le glissement de l'emploi vers les industries des services, dont le niveau de productivité est bas. Selon mes estimations, cette évolution a réduit la croissance de la production horaire mesurée pour le secteur des entreprises d'environ un demi-point de pourcentage par an depuis 1981¹. Parmi les autres influences négatives s'exerçant sur la croissance de la productivité, on compte la baisse du prix relatif du travail causée par une poursuite du recul des salaires réels, qui se traduit par le ralentissement du taux de substitution du travail par le capital, et par une baisse de l'accumulation de capital, ainsi que par une plus grande maturité de la structure industrielle, qui pourrait comporter l'épuisement de son potentiel à augmenter sa productivité².

1. Voir A. Sharpe, *L'impact de la croissance du secteur des services sur la productivité globale du travail*, communication présentée au congrès annuel de la Société canadienne de science économique, Lac Delage, Québec, mai 1988 et à paraître dans *l'Actualité Économique*.

2. Pour une discussion détaillée de ces facteurs, voir A. Sharpe, *The Paradoxical Behaviour of Recent Aggregate Productivity Developments*, Division des prévisions économiques, ministère des Finances, mai 1986.

1.2 La reprise de la productivité s'est limitée au secteur des biens

L'amélioration de la croissance de la productivité dans les années 1980 s'est limitée au secteur producteur de biens, en particulier à l'industrie manufacturière. Mais la croissance de la productivité dans le secteur producteur de services a été à peu près la même que dans les années 1970. La production horaire dans le secteur des entreprises produisant des biens a, en effet, augmenté au rythme de 2,6% au cours de la période 1981-1987, par comparaison à 1,6% dans la période 1973-1981 (voir le tableau 2). Par contraste, la production horaire dans le secteur des entreprises productrices de services n'a augmenté qu'à un taux annuel moyen de 1,3% dans les années 1980, taux pratiquement identique à celui de 1,2% observé dans les années 1970.

Le comportement supérieur de la productivité dans le secteur producteur de biens peut être dû à son plus grand potentiel d'application des technologies informatiques, ainsi qu'aux problèmes de mesure qui affectent le secteur producteur de services, particulièrement en ce qui concerne les services des finances, des assurances et de l'immobilier, ainsi que les services communautaires, commerciaux et personnels.

TABLEAU 2

TENDANCES DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL AU NIVEAU DES ACTIVITÉS
(TAUX ANNUEL MOYEN DE VARIATION DE LA PRODUCTION PAR HEURE)

	1961-73	1973-81	1981-87
total, secteur des entreprises	3,9	1,4	1,8
secteur des biens	5,0	1,6	2,6
agriculture	6,4	1,6	2,0
industries manufacturières	4,5	1,7	2,7
construction	0,2	4,0	0,5
secteur des services	2,6	1,2	1,3
transport et entreposage	5,3	0,2	3,6
communications et services publics	5,6	7,0	3,8
commerce	3,1	0,3	3,0
services communautaires, commerciaux et personnels	1,3	0,9	-1,3

SOURCE : *Mesures globales de productivité*, cat. 15-204, Statistique Canada, octobre 1988.

1.3 Il existe de fortes différences entre les taux de croissance et les niveaux de la productivité à l'intérieur des secteurs producteurs de biens et de services

Bien que les tendances de la croissance d'ensemble de la productivité du travail dans le secteur producteur de services aient été fiables dans les années 1980, certaines industries des services ont bénéficié d'une croissance rapide. Les mesures officielles de productivité de Statistique Canada existent pour la plupart des activités économiques au niveau d'un seul chiffre de la classification type

des industries (CTI). Selon ces données, les transports et l'entreposage, les communications et les services publics, et le commerce de gros et de détail ont bénéficié d'une croissance annuelle moyenne de la production par heure de l'ordre de 3 % ou plus tout au long de la période de 1981 à 1987, ce qui est bien supérieur à ce qui s'est passé pour l'ensemble du secteur des entreprises et constitue une amélioration sensible par rapport au taux de croissance que ces industries avaient connu dans les années 1970 pour deux des trois secteurs. Dans les services communautaires, commerciaux et personnels, la croissance a été négative et a effectivement diminué par rapport aux années 1970.

Dans le secteur producteur de biens, les données officielles de Statistique Canada n'existent que pour trois activités économiques – l'agriculture, l'industrie manufacturière et la construction. L'agriculture et l'industrie manufacturière ont bénéficié d'une croissance annuelle moyenne de la production par heure de l'ordre de 2 à 2,5 % depuis 1981, le chiffre correspondant n'étant que de 0,5 % pour la construction.

On peut calculer des estimations officieuses plus détaillées de la croissance de la productivité à partir des données concernant la production et les heures de l'enquête sur la population active (voir le tableau 3). Ces estimations font ressortir que la croissance de la productivité au niveau de deux chiffres de la CTI au cours de la période 1981-1985 est beaucoup plus dispersée tant dans les secteurs producteurs de biens que de services qu'au niveau à un chiffre de la CTI. Par exemple, si l'on considère le secteur producteur de biens au cours de la période 1981-1987, les taux de croissance de la production horaire variaient d'un sommet de 8,8 % par an dans les textiles, 8,0 % dans les mines et 7,7 % pour le papier, jusqu'à des baisses de la productivité annuelle moyenne de l'ordre de 2 % à 4 % en ce qui concerne les services relatifs à l'extraction minière, le tabac, l'impression et la publication.

Dans le secteur producteur de services, l'écart entre les taux annuels moyens de croissance n'était pas aussi extrême, et se situait entre un sommet de 7,0 % pour les « autres services publics », c'est-à-dire l'énergie électrique, le gaz et l'eau, 2,8 % pour le commerce en gros, une baisse de l'ordre de 2,8 % dans les finances, les assurances et l'immobilier et dans la plupart des industries du secteur des services personnels et les services aux entreprises.

Le tableau 3 montre que le niveau de productivité mesuré par la valeur ajoutée réelle à l'heure varie considérablement d'une industrie à l'autre. Par exemple, en 1987, dans le secteur producteur de biens, la production réelle par heure en dollars de 1981 variait d'un creux de 8,60 \$ dans les pêches et le piégeage à un sommet de 128,62 \$ dans le pétrole brut et le gaz naturel. Dans le secteur producteur de services, l'écart partait d'un creux de 6,98 \$ dans l'hébergement et la restauration pour passer à un sommet de 60,03 \$ dans les « autres services publics ».

TABLEAU 3
PRODUCTION RÉELLE PAR HEURE PAR INDUSTRIE, 1981 ET 1987
(PRODUIT INTÉRIEUR BRUT RÉEL AU COÛT DES FACTEURS, PAR HEURE
EFFECTIVEMENT TRAVAILLÉE, EN DOLLARS DE 1981)

	1981	1987	taux annuel moyen de changement 1981-1987
agriculture	9,20	10,66	2,5
pêche et piégeage	7,61	8,60	2,1
exploitation forestière	16,03	20,06	3,8
mines carrière et puits de pétrole	41,39	59,46	6,2
industries des mines	28,02	44,49	8,0
pétrole brut et gaz naturel	87,99	128,62	6,5
carrières et sablières	19,01	21,94	-2,4
industrie des services miniers	19,01	15,23	2,4
industries manufacturières	15,60	19,17	3,5
aliments et boisson	16,23	18,10	1,8
tabac	40,94	34,17	-3,0
caoutchouc et matières plastiques	13,77	15,61	2,1
cuirs	8,68	11,21	4,4
textiles	11,04	18,32	8,8
vêtements	9,52	10,38	1,5
bois	11,84	15,92	5,1
mobilier	8,95	10,12	2,1
papier	22,26	34,80	7,7
impression et publication	15,04	13,25	-2,1
métaux primaires	18,33	22,57	5,7
fabrication des produits en métal	14,82	17,20	2,5
machinerie	13,85	20,06	6,4
matériel de transport	16,40	19,85	3,2
produits électriques et électroniques	18,95	26,43	5,7
produits de minéraux non métalliques	17,10	21,14	3,6
pétrole raffiné et charbon	18,86	20,13	1,1
produits chimiques	22,29	27,42	3,5
autres produits manufacturés	11,68	14,59	3,8
construction	20,6	20,35	0,2
transports et entreposage	15,15	18,39	3,3
transports	15,03	18,37	3,4
entreposage et emmagasinement	19,23	19,04	-0,1
communication et autres services publics	27,78	31,15	1,9
communications	20,93	21,34	0,3
autres services publics	39,91	60,03	7,0
commerce de gros	15,97	18,84	2,8
commerce de détail	8,35	9,59	2,3
finances, assurances et immobilier	20,97	20,54	-0,3
services communautaires, commerciaux et personnels	12,26	11,61	-0,9
services commerciaux	12,75	12,41	-0,4
services d'enseignement	17,20	16,14	-1,1
services de soins de santé et sociaux	12,56	12,05	-0,7
hébergement et restauration	8,18	6,98	-2,6
divertissements et loisirs	13,13	14,54	1,7
services personnels et domestiques	11,11	11,83	1,1

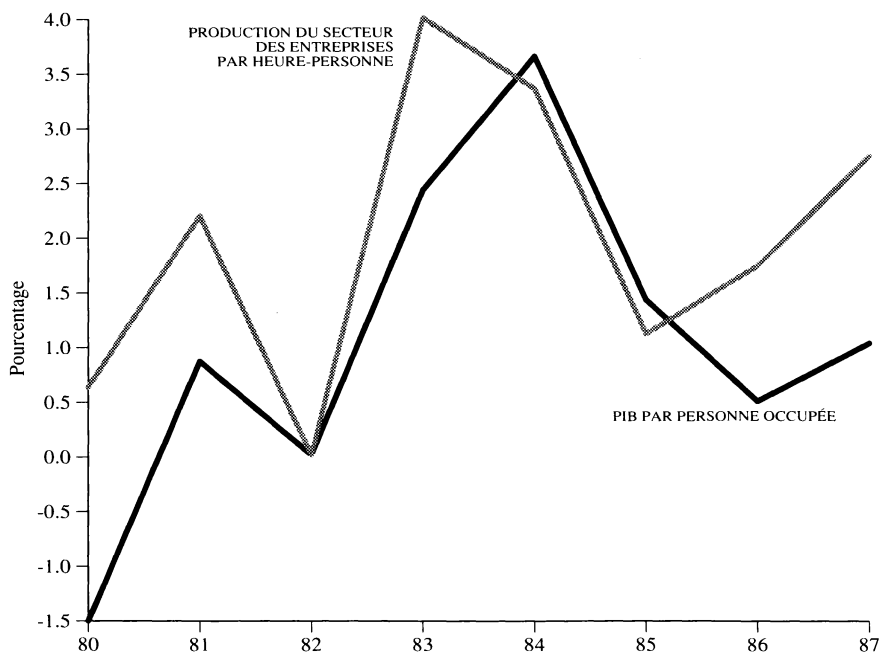
SOURCE : Données de production tirées, de la publication *Produit intérieur brut par industrie*, n° 15-001 au catalogue de Statistique Canada ; les données sur les heures sont inédites et ont été fournies par la subdivision de l'enquête sur la population active de Statistique Canada.

Les fortes variations de la croissance de la productivité dans les diverses industries rendent compte d'une différence entre les taux de progrès technologique d'une industrie à l'autre (par exemple, l'énergie électrique, le gaz et l'eau en comparaison de l'hébergement et de la restauration), la rationalisation dans cer-

taines industries en raison de la concurrence étrangère, ce qui amène une croissance rapide de la productivité (par exemple, dans les textiles), ainsi que de gros reculs de la demande de production ne s'accompagnant pas d'un déclin proportionnel de l'emploi, ce qui se traduit par de fortes baisses de productivité (par exemple, dans les tabacs).

L'explication des écarts considérables des niveaux de productivité du travail par industrie provient des grandes différences de l'intensité de capacité et de la rémunération de la main-d'oeuvre d'une industrie à l'autre. Par exemple, le haut niveau de la productivité du travail dans le secteur de l'énergie électrique, du gaz et de l'eau, est attribuable au niveau élevé de capital par travailleur dans cette industrie. De même, le faible niveau de productivité du travail dans l'hébergement et la restauration s'explique par la faible rémunération dans cette industrie. La valeur de la production en dollars courants est déterminée dans une très large mesure par les coûts de main-d'oeuvre. Dans l'année de base, la production en dollars courants est égale à la production en dollars constants, de sorte que les industries où les salaires sont bas deviennent les industries où le niveau de productivité du travail est bas.

GRAPHIQUE I
TENDANCES DE LA PRODUCTIVITÉ GLOBALE DU TRAVAIL, 1980-87
TAUX ANNUEL DE VARIATION



SOURCE: STATISTIQUE CANADA

1.4 *Le comportement à court terme de la productivité globale dans les années 1980 rend compte du cycle économique*

Ainsi qu'on peut le voir au tableau 1 et au graphique 1, le comportement à court terme de la productivité globale du travail dans les années 1980 peut se décomposer en trois phases distinctes – une croissance annuelle faible, de l'ordre de moyennes annuelles de 1 % au début de la décennie, de très fortes progressions voisines de 4 % en 1983 et 1984, et des gains modestes avoisinant en moyenne les 2 % au cours des trois dernières années.

Ce profil reflète le comportement du cycle économique, où les récessions de 1980 et de 1981-1982 correspondent à la première phase, la reprise et le début de l'expansion de 1983-1984 correspondent à la deuxième, et la maturité entamée par le cycle en 1985-1987 à la troisième. En fait, en raison du délai de réaction de l'emploi aux modifications de la production, on a pu établir nettement que la croissance de la productivité baisse ou est faible au voisinage du sommet du cycle et pendant les baisses conjoncturelles, augmente rapidement pendant les phases de reprise et de début d'expansion, et se rapproche le plus du taux véritable de sa tendance dans les phases médianes et ultérieures de l'expansion.

1.5 *La croissance globale de la productivité au Canada a été faible*

On a pu observer à de nombreuses reprises que la croissance globale de la productivité tant pendant les années 1970 que les années 1980 est restée inférieure à celle de la plupart des autres grands pays de l'OCDE. En fait, au cours de la période 1973-1979 et de la période 1979-1985, les statistiques de l'OCDE (voir le tableau 4) font ressortir que le Canada s'est classé au cinquième rang parmi les sept plus grands pays de l'OCDE en ce qui concerne le taux de croissance de la production par heure dans le secteur des entreprises. Seuls les États-Unis ont connu une croissance plus lente que le Canada dans les deux périodes à la fois.

La faiblesse de la croissance globale de la productivité du travail en Amérique du Nord en comparaison de l'Europe et du Japon dans l'après-guerre est due en grande partie à ce que l'on appelle le phénomène de rattrapage ou de convergence. Au début de l'après-guerre, il y avait un écart considérable entre les niveaux de productivité au Canada et aux États-Unis d'une part, et ceux de l'Europe et du Japon, d'autre part ; il était en grande partie attribuable aux différences entre les niveaux technologiques. Avant la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis et le Canada avaient bénéficié d'un progrès technologique plus rapide. Après la Deuxième Guerre mondiale, la technologie optimale américaine s'est répandue au Japon et en Europe, ce qui a eu pour résultat une accélération significative des taux de croissance de la productivité dans ces pays. Au fur et à mesure qu'ils ont réduit l'écart de productivité entre eux et le Canada et les États-Unis grâce au rattrapage technologique, la supériorité relative de leur croissance de la productivité a, dans la plupart des cas, diminué.

TABLEAU 4
NIVEAUX ET TAUX DE CROISSANCE RELATIFS DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL DU SECTEUR DES ENTREPRISES DANS LES PRINCIPAUX PAYS DE L'OCDE

	Niveau de 1973II	Taux annuel moyen de croissance 1973-1979	Niveau de 1979	Taux annuel moyen de croissance 1979-1985	Niveau de 1986
États-Unis	100,0	0,3	100,0	0,6	100,0
Canada	78,5	2,0	86,1	1,3	89,3
Japon	46,4	3,2	54,2	3,1	64,6
Allemagne	58,5	3,4	69,2	2,0	77,3
Royaume-Uni	58,1	1,2	61,5	1,9	67,3
France	59,9	3,5	70,3	2,4	82,0
Italie	65,4	2,4	71,1	1,2	76,8

SOURCE : Tableaux 19 et 23, *Perspectives économiques de l'OCDE*, décembre 1987.

1.6 *Le Canada continue d'être au deuxième rang parmi les sept principaux pays de l'OCDE pour le niveau de productivité globale du travail*

Bien que la croissance de la productivité du Canada ait été relativement faible, notre niveau absolu de productivité du travail en 1986, selon les estimations de l'OCDE, est toujours au deuxième rang (voir le tableau 4) parmi les sept principaux pays de l'OCDE (à 89,3 % du niveau des États-Unis³, et bien au-dessus de celui des autres pays). Bien que la croissance de la productivité du Canada se soit détériorée en termes relatifs, notre rang absolu en ce qui concerne le niveau de productivité du travail n'a pas diminué. L'écart entre le niveau de productivité du Canada et celui d'autres pays moins productifs s'est évidemment amenuisé. Il faut également noter que la croissance plus rapide de la productivité globale au Canada dans les années 1970 et 1980 en comparaison avec celle des États-Unis, a réduit la différence entre la productivité globale du travail entre le Canada et les États-Unis.

2. LA RELATION ENTRE LA PRODUCTIVITÉ, LE REVENU RÉEL ET L'EMPLOI

2.1 *La productivité est le déterminant clé du niveau de vie*

L'importance du concept de productivité provient de ce qu'il constitue le déterminant clé du niveau de vie d'un pays. Plus la production réelle par travailleur est élevée, plus le revenu réel par travailleur est potentiellement élevé. De même, plus le taux de croissance de la productivité est rapide, plus l'augmentation potentielle du revenu réel par travailleur sera rapide. Comme le montre le tableau 4,

3. Les estimations du Bureau of Labor Statistics sont encore plus élevées que celles de l'OCDE; elles montrent qu'en 1986, le produit intérieur brut du Canada par personne employée s'établissait à 95,0% du niveau des États-Unis. Voir *Productivity and the Economy: A chartbook*, B.L.S., mars 1988.

le Canada se place à un niveau élevé de productivité globale, et il saute aux yeux de tous ceux qui ont voyagé à l'étranger, même en Europe occidentale ou au Japon, que le Canada jouit également d'un niveau de vie relativement très élevé.

Le taux de croissance du niveau de vie au Canada, mesuré par le revenu réel par travailleur, a été nul depuis environ une décennie. Cette situation a un rapport étroit avec la faible croissance de la productivité globale depuis 1973. Par contre, il faut noter que la relation étroite entre la croissance de la productivité et le revenu réel se manifeste à long terme, et non pas à court ou même à moyen terme. Par exemple, le produit intérieur brut par travailleur a augmenté de 9,0 % de 1981 à 1987, alors que le revenu réel du travail par travailleur tombait de 2,0 %. La part de la main-d'oeuvre dans le revenu intérieur en 1987 est inférieure de 3,3 points au niveau de 1981 (67,7 % contre 71,0 %). Cet écart entre la croissance de la productivité et du revenu réel du travail diminuera probablement, voire disparaîtra à long terme.

2.2 *À long terme, il n'y a pas de choix obligatoire entre la croissance de la productivité et la croissance de l'emploi*

On pense souvent qu'il y a conflit entre l'objectif de croissance maximale de l'emploi et celui de l'augmentation de la croissance de la productivité. Il est certes vrai que pour un taux donné de croissance de la production, il existe un rapport inversement proportionnel entre le taux de croissance de la productivité du travail et le taux de croissance de l'emploi. Mais le taux de croissance de la production n'est pas déterminé d'avance. Une accélération de la croissance de la productivité peut entraîner une accélération de la croissance de la production, et donc de la croissance de l'emploi, alors que le maintien d'une productivité stable peut se solder par un ralentissement de la croissance de la production et de l'emploi. En général, l'objectif d'amélioration de la croissance de la productivité, donc de la croissance du revenu réel, n'est pas incompatible avec les objectifs d'accélération de la croissance de l'emploi total, même si l'on trouve des cas, dans certains secteurs, où les gains de productivité correspondent à des reculs de l'emploi.

Depuis la récession de 1981-82, la croissance globale de la productivité du travail (PIB réel par travailleur) a progressé au taux annuel moyen de 1,8 % au Canada. Malgré ce regain de croissance de la productivité par rapport aux années 1970, une vigoureuse croissance de la production (4,2 % par an) a également assuré une vigueur de la croissance de l'emploi (2,4 % par an). Si la croissance de la productivité avait été inférieure d'un point, il n'est pas évident que la croissance de la production serait demeurée inchangée et que la croissance de l'emploi aurait été supérieure d'un point.

Un ralentissement de la croissance globale de la productivité aurait signifié un ralentissement de la croissance du revenu intérieur réel et, partant, un ralentissement de la croissance de la demande intérieure, le revenu étant le déterminant clé des dépenses. De même, si tous les autres facteurs avaient été maintenus constants, le ralentissement de la croissance de la productivité aurait débouché

sur une accélération de la croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre et, par conséquent, sur un affaiblissement de la compétitivité du Canada sur les marchés mondiaux. Cela aurait provoqué une chute de la demande extérieure des exportations canadiennes et une augmentation de la demande canadienne d'importations, d'où une diminution de la croissance de la production. La conjonction de ces deux facteurs signifie que le ralentissement de la croissance de la productivité ne serait pas compatible avec un taux de croissance constant de la production et, par conséquent, avec un accroissement de la croissance de l'emploi correspondant à la chute de la croissance de la productivité.

Il faut noter cependant qu'une baisse donnée de croissance de la productivité a un effet relatif plus considérable sur la croissance de la productivité dans les industries dont la production entre dans le commerce international ou dans la production du secteur des biens échangés. Dans ces industries, si la productivité ne suit pas celle des concurrents, les coûts relatifs augmentent et la compétitivité internationale diminue, tout comme par conséquent la demande des produits de ces industries, ce qui est accompagné d'une diminution de l'emploi.

Par contraste, dans les industries dont les produits ne sont pas destinés directement ou indirectement au commerce international, la diminution de la croissance de la productivité peut ne pas se traduire par un recul aussi prononcé de la demande à l'égard de la production du secteur, donc de l'emploi. L'absence de demande étrangère signifie que l'élasticité des prix applicables à la production de ces industries est moins élevée. En d'autres termes, il y a une voie ou un lien en moins entre la croissance de la productivité et la croissance de l'emploi dans le secteur des biens n'entrant pas dans le commerce international, puisqu'il n'y a aucune possibilité de perte de marchés étrangers. Bien entendu, la plus faible croissance de la productivité dans ce secteur continue de se traduire par une croissance plus lente du revenu réel, donc par un taux inférieur de croissance de la demande globale.

3. QUESTIONS DE MESURES

3.1 *La productivité du travail rend compte de l'influence d'un grand nombre de facteurs*

La mesure de la productivité la plus facile à obtenir et la plus largement utilisée est constituée par la productivité du travail. Ce terme amène parfois la confusion dans l'esprit du grand public, car il semble suggérer que le niveau de la productivité du travail ou le taux de croissance de la productivité du travail est uniquement attribuable aux effets du travail. En fait, la productivité du travail rend compte de l'influence de tous les facteurs qui agissent sur la productivité, y compris l'accumulation du capital, l'évolution des techniques, et l'organisation de la production. L'intensité du travail est sans aucun doute un facteur qui influe sur la productivité du travail, mais, en général, elle est beaucoup moins importante que la quantité de capital dont un travailleur doit se servir ou que le niveau de la technologie de production.

3.2 *La productivité totale des facteurs constitue un cadre convenant mieux à l'analyse de la productivité que la productivité du travail*

Les analystes en productivité s'intéressent au degré d'efficacité avec lequel tous les facteurs de production sont utilisés dans le processus de production, et pas seulement au degré d'efficacité avec lequel la main-d'oeuvre est utilisée. Cela signifie que la productivité des facteurs de production autres que le travail, comme, par exemple, le capital, les produits intermédiaires et l'énergie, doivent être pris en compte chaque fois que l'on entreprend de mesurer la productivité. L'une des manières d'élargir l'analyse de la productivité sans se cantonner au travail est de calculer des mesures partielles de productivité, telles que le capital par unité de production, ou l'énergie par unité de production, chaque fois que l'on dispose de données sur les entrées et les sorties. Pourtant, l'approche de la productivité totale des facteurs permet d'aborder la question d'une manière plus intégrée.

Le concept de la productivité totale ou multifactorielle a été mis au point afin de mesurer la contribution de tous les facteurs de la production à la croissance de la productivité. Les taux de croissance de toutes les entrées sont pondérés de manière à produire un seul taux de croissance pour la combinaison des entrées. Les facteurs de pondération auxquels on fait appel pour regrouper les divers taux de croissance des entrées sont généralement constitués par la part des revenus en valeur ajoutée de ces entrées. La croissance de la productivité totale des facteurs se définit comme le taux de croissance des sorties moins le taux de croissance de la combinaison des entrées (tout comme la croissance de la productivité du travail est égale à la croissance des sorties moins la croissance des entrées de travail).

Comme le taux de croissance des stocks de capital est généralement supérieur à celui de l'emploi (donc, que le ratio capital-travail augmente), le taux de croissance de la productivité totale des facteurs (en considérant le travail et le capital comme entrées) est généralement inférieur au taux de croissance de la productivité du travail. Cette situation provient de ce que le taux de croissance de la combinaison des entrées en capital et en travail est supérieur à celui du travail seul.

Aux États-Unis, le Bureau of Labor Statistics fait paraître des estimations officielles de la croissance de la productivité multifactorielle. Malheureusement, au Canada, Statistique Canada ne publie aucune estimation de la productivité totale des facteurs, bien que des travaux se poursuivent actuellement dans ce domaine à la Division des entrées et sorties. Il faut également espérer que Statistique Canada entreprendra la publication sur une base régulière et à divers niveaux de regroupement de l'estimation de la productivité totale des facteurs. Une initiative de ce genre améliorerait de façon considérable la base de données en vue de l'analyse de la productivité au Canada.

3.3 *Les mesures inadéquates de la production faussent les mesures de la productivité dans le secteur des services*

L'un des problèmes majeurs auquel les analystes en productivité doivent faire face est constitué par la faible qualité des données de production dans certains secteurs de l'économie, en particulier dans de nombreuses industries des services. Lorsque les taux de croissance de la production en dollars constants ne rendent pas compte des véritables tendances de la production réelle, les estimations de productivité fondées sur les mesures de production ne sont pas très fiables.

Le problème de la mesure de la production est particulièrement grave dans le secteur non commercial, où la production n'a pas de valeur marchande. Par exemple, dans les services des gouvernements, les entrées de main-d'oeuvre servent de mesure de la production. La croissance de la production devient donc fonction de la croissance des entrées, et la croissance de la productivité du travail est, par définition, nulle. La façon appropriée de traiter ce problème consiste à exclure le secteur non commercial de l'analyse de la productivité globale. Lorsqu'on inclut ce secteur, on obtient des taux de croissance de la productivité biaisés vers le bas. Il faut noter que le secteur non commercial connaît sans aucun doute une croissance positive de sa productivité lorsque sa production est mesurée correctement. Les études qui ont essayé de quantifier la production du secteur non commercial ont souvent constaté qu'il y avait eu d'importants gains de productivité.

Si l'on se tourne ensuite vers la production du secteur commercial, même dans les cas où la production est vendue sur le marché, il existe des problèmes importants de mesure de la production, bien qu'ils soient moins graves que dans le secteur non commercial. Statistique Canada estime que plus d'un tiers de la production constituée par l'élément commercial dans les services communautaires, commerciaux et personnels, est soit mesuré par les entrées de main-d'oeuvre, soit tiré d'autres sources de qualité douteuse⁴. On estime également que les données concernant une partie significative de la production sont de mauvaise qualité dans le domaine des transports, des communications et des autres services publics (14 % de la production du secteur), du commerce (12 % de la production), et des finances, de l'assurance et de l'immobilier (10 %). Dans le secteur producteur de biens, la mauvaise qualité de la production constitue un problème beaucoup moins important. Moins de 2 % de la production de ce secteur sont, selon les évaluations de Statistique Canada, de mauvaise qualité.

Du fait de la mauvaise qualité des données de production dans le secteur des industries de service aux entreprises, les mesures de croissance de la productivité dans ce secteur sont vraisemblablement biaisées vers le bas. À mesure que le secteur des services accroît son importance relative, cet écart devient de plus en

4. Voir A. Sharpe, *The Measurement of Constant Dollar Gross Domestic Product – How Good Are the Data ?*, Division des prévisions économiques, ministère des Finances, 1986.

plus grand. Par exemple, on aurait pu s'attendre à ce que l'introduction de technologies informatiques telles que les guichets automatiques ait augmenté la productivité dans le secteur financier, alors que, comme le montre le tableau 2, la croissance de la productivité dans ce secteur dans les années 1980 a été pratiquement stagnante.

3.4 *L'importance du cycle économique dans l'analyse des tendances de la productivité*

Nous avons déjà parlé de la relation étroite qui existe entre l'état de la conjoncture et la croissance de la productivité. Ce phénomène pose un sérieux problème aux analystes en productivité qui se proposent de séparer la croissance de la productivité à long terme, ou de ses tendances, déterminées par des facteurs non cycliques, des fluctuations cycliques à court terme de la productivité. Pour les séries chronologiques, la méthodologie qui convient le mieux consiste à limiter l'analyse à des périodes cycliquement neutres (soit de sommet à sommet, ou de creux à creux), où les influences cycliques sur la productivité se compensent mutuellement.

Du fait qu'il ne s'est produit aucun sommet de production dans cette décennie depuis le sommet de 1981, il n'est pas encore possible de faire des comparaisons des tendances de la productivité de sommet à sommet dans les années 1980 par rapport à des périodes antérieures. Il n'est donc pas possible de comparer les tendances des taux de croissance de la productivité dans les années 1980 avec celles des périodes précédentes. Les taux de croissance de la productivité dans les années 1980 devraient continuer à faire l'objet de mesures à partir du sommet de 1981, afin de tenir compte des effets de compensation de la récession et de la reprise qui a suivi sur la productivité.

4. POLITIQUES EN VUE D'UNE AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ

4.1 *La meilleure stratégie en matière de productivité réside dans une économie forte*

La stratégie globale ou d'ensemble la plus efficace en vue de favoriser la croissance de la productivité consiste à assurer une économie à forte croissance avec peu de chômage. Les influences positives d'une économie active sur la productivité sont nombreuses. Tout d'abord, une croissance rapide de la production amène un accroissement du rendement des économies d'échelle, donc une croissance accélérée de la productivité, connue en économie sous le nom de Loi de Verdoorn. En deuxième lieu, un taux de chômage faible favorise la croissance de la productivité du travail du fait que les pénuries de main-d'oeuvre et l'augmentation des salaires amènent le capital à se substituer au travail. Troisièmement, une économie vigoureuse produit des profits d'entreprise importants, donc une accélération des taux d'accumulation de capital et de croissance de la productivité. Grâce au processus de cumul des causes, on peut établir un cercle vertueux grâce

auquel une accélération de la croissance de la production amène un accroissement des profits, des investissements, et de la productivité, ce qui accroît la production potentielle et réelle, qui se traduit à son tour par un accroissement des bénéfices. Quatrièmement, une économie ayant un taux de chômage faible réduit la crainte des travailleurs devant les redéploiements technologiques, du fait que d'autres emplois sont facilement disponibles. Il y a donc moins de résistance à l'introduction de nouvelles technologies.

4.2 La coopération entre les syndicats et les entreprises constitue un élément clé de l'amélioration de la productivité.

Les syndicats et les entreprises ont un intérêt commun à la croissance de la productivité. Les deux parties profitent d'un accroissement de la productivité par travailleur grâce à une augmentation des salaires et des bénéfices, bien qu'il n'existe aucune garantie que les gains de productivité seront partagés de façon équitable. Les syndicats se sont souvent méfiés de la productivité, car elle était associée à une accélération du rythme de travail et à l'introduction de technologie amenant des déplacements de main-d'oeuvre, ou parce que les progrès de la productivité ne se sont pas traduits pour les travailleurs par des avantages perceptibles. Si ces craintes et ces appréhensions bien compréhensibles peuvent être modérées, il se peut que les syndicats soient davantage disposés à travailler plus étroitement avec les entreprises, tant sur un plan individuel que global, dans le sens d'une amélioration de la productivité.

À vrai dire, la collaboration entre les syndicats et l'entreprise constitue un élément essentiel de toute stratégie nationale de productivité. Sans l'accord des syndicats, par exemple, l'introduction de nouvelles technologies et la mise au point de structures organisationnelles plus efficaces seront considérablement plus lentes.

RÉSUMÉ

J'ai tenté de donner un rapide aperçu de ce qui, selon moi, constitue les tendances et les questions de productivité les plus importantes des années 1980. J'ai énoncé six observations concernant les tendances de productivité de huit points concernant les questions de productivité. Pour répéter ces points, j'en ferai le résumé ci-dessous. En ce qui concerne les tendances de la productivité:

- a) la croissance globale de la productivité au Canada a connu une certaine reprise dans les années 1980, inférieure cependant à ce qu'on aurait pu espérer étant donné le grand nombre d'influences positives qui se sont exercées sur les tendances de la productivité
- b) l'accroissement s'est limité au secteur producteur de biens, en particulier à l'industrie manufacturière
- c) les taux et les niveaux de croissance de la productivité ont fortement varié d'une industrie à l'autre
- d) l'évolution de la productivité à court terme a été dans une large mesure déterminée par la conjoncture

- e) le taux global de croissance de la productivité du travail au Canada a été inférieur à celui de la plupart des principaux pays de l'OCDE
- f) le niveau de la productivité globale du travail au Canada reste le deuxième en importance parmi les principaux pays de l'OCDE.

Parmi les faits établis en matière de productivité dans le présent exposé, citons

- a) le niveau de vie du Canada ne peut être amélioré que par une croissance de la productivité, de sorte que l'amélioration de la productivité doit constituer un objectif clé des politiques nationales
- b) à long terme, il n'y a aucune nécessité de sacrifier la productivité à la croissance de l'emploi ou vice versa ; en réalité, si l'on ne réussit pas à augmenter la productivité, cela pourrait se traduire par un recul de l'emploi du fait de la perte de compétitivité
- c) la productivité du travail rend compte de l'influence d'une diversité de facteurs, et non pas simplement de celle de la main-d'oeuvre
- d) la productivité totale des facteurs constitue un cadre plus approprié à l'analyse de la productivité que la productivité du travail, car elle prend en compte l'efficacité de tous les facteurs de production. Il faudrait encourager Statistique Canada à produire régulièrement des estimations de la productivité totale des facteurs
- e) les problèmes de mesure de la production dans le secteur des services biaisent probablement des estimations de la croissance de la productivité du secteur des services vers le bas ; il existe un impérieux besoin de meilleures mesures de la productivité dans le secteur des services
- f) la nature cyclique des tendances de la productivité exige que l'on recoure à des périodes cycliquement aussi neutres que possible dans l'analyse des tendances de la productivité
- g) ce qui constitue la stratégie nationale de productivité la plus efficace, c'est une économie à forte croissance, de plein emploi
- h) la collaboration entre les syndicats et les entreprises constitue une composante essentielle de la croissance de la productivité.